

Subsides

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je serai très heureux de répondre aux questions quand j'aurai terminé mes observations. Pendant son intervention, j'ai résisté à l'envie d'interrompre le député. J'espère qu'il en fera autant.

Si on crée une société nationale qui ira acheter du riz en Chine, pourquoi, se demandera-t-on, ne pas lui faire acheter aussi des textiles, des chaussures et d'autres produits chinois? Quand on a fait un pas dans cette voie, on finit par éliminer l'entreprise privée, que le député défend à l'instar de la plupart de ses collègues. C'est là une voie très périlleuse.

Il serait peut-être plus avantageux de regarder du côté du secteur privé. Les députés verraient ainsi qu'il y a près de 700 sociétés d'import-export au Canada. Il s'agit le plus souvent de petites entreprises susceptibles de prendre de l'extension. C'est de ce côté-là, j'imagine, qu'il faut se tourner. Je puis assurer aux députés que c'est de ce côté-là que le gouvernement se tourne, vers les petites entreprises d'import-export du secteur privé. Un certain nombre de mesures ont été présentées pour favoriser ces sociétés. J'espère avoir le temps d'en parler.

Il y a un autre passage de l'intervention du député de Qu'Appelle-Moose Mountain que j'ai trouvé fort intéressant. Son exposé, si le mot n'est pas trop fort, fourmillait de contradictions. Il a eu des paroles dures, mais bourrées de contradictions, et j'en ai déjà mentionné une. Après avoir attaqué les mesures de restriction, il intervient de façon détournée en faisant agir un organisme de l'État. Bel exemple de contradiction. Il faut les pousser, a-t-il dit—c'est bien là son verbe—il faut les pousser, en parlant des sociétés du secteur privé. Puis, à propos de productivité, il a dit qu'il fallait les mener. Je demande donc au député quelle différence il fait entre pousser et mener?

J'ai écouté très attentivement le discours du député de York-Simcoe. Étant donné toutes ses promesses sur les estrades dernièrement, je pensais qu'il serait très éloquent. Je pensais qu'il exprimerait certaines de ses opinions de façon un peu plus précise, mais, comme d'autres députés, j'ai été déçu.

Le député de York-Simcoe doit décider s'il veut que les exportations du Canada augmente ou non. Par exemple, pourquoi reproche-t-il à la Société pour l'expansion des exportations de prêter trop d'argent? C'est ce qu'il a fait à la Chambre et au comité. S'il veut vraiment promouvoir l'exportation pourquoi n'appuie-t-il pas la Société pour l'expansion des exportations du Canada, qui vise à promouvoir les exportations canadiennes? Au lieu d'essayer de donner l'impression qu'un très petit nombre de sociétés canadiennes sont aidées par la Société de l'expansion des exportations du Canada, pourquoi ne dit-il pas aux Canadiens que des centaines ou même des milliers de sociétés canadiennes le sont?

Il essaie de donner l'impression que la Société pour l'expansion des exportations n'accorde que quelques gros contrats et que seules quelques compagnies importantes profitent de son aide financière. Quiconque est au courant de la situation sait que c'est tout à fait faux. J'aimerais donner quelques exemples d'opérations de financement récentes et assez caractéristiques de la Société pour l'expansion des exportations. En moyenne, dans la plupart des opérations, le nombre de compagnies canadiennes qui fournissent plus de \$5,000 de biens et de services je le répète,

[M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain).]

dans une opération typique, 50 compagnies fournissent chacune plus de \$5,000 de biens et de services.

Prenons par exemple le prêt consenti récemment par la Société pour l'expansion des exportations à la Turquie pour du matériel de télécommunications. Quatre-vingt-sept compagnies canadiennes ont fourni chacune pour plus de \$5,000 de pièces dans le cadre de ce contrat; ce n'est pas une seule compagnie importante qui a été en cause, mais bien 87 compagnies qui ont participé à ce contrat en fournissant au moins pour \$5,000 de biens et de services. Huit sociétés ont fourni chacune des pièces pour une valeur excédant \$100,000, soit en tout 2.4 millions de dollars. Le sous-traité le plus considérable a été de l'ordre de \$971,000. Évidemment les bénéficiaires des prêts de la Société pour l'expansion des exportations sont nombreux et ils se répartissent partout dans le pays.

Prenons comme autre exemple la vente de wagons à voyageurs. La Société pour l'expansion des exportations a prêté 51 millions de dollars au Mexique. Quelque 38 entreprises canadiennes ont fourni chacune pour plus de \$10,000 de pièces, les quatre plus importants contrats s'élevant au total à 9.3 millions, et le contrat le plus considérable atteignant les 4.2 millions de dollars. Je pense que ces chiffres établissent au-delà de tout doute que ce ne sont pas seulement quelques grandes entreprises qui bénéficient des gros contrats mais que ceux-ci sont répartis dans tout le secteur industriel canadien.

Si le député de York-Simcoe et le parti conservateur veulent vraiment que nos entreprises soient compétitives hors de nos frontières, et je pense que c'était l'essentiel des propos du député, il me semble qu'il devrait essayer de renseigner les Canadiens sur les avantages financiers que la Société pour l'expansion des exportations leur offre, et non pas le contraire. J'aurais cru qu'ils auraient voté en faveur des mesures de contrôle des salaires et des prix, comme l'a fait un de leurs députés, ancien ministre du Commerce...

M. Paproski: Dites-nous donc pourquoi nous ne l'avons pas fait?

M. Alexander: Pourquoi?

M. Gillespie: Je crois qu'il est significatif qu'un ancien ministre du Commerce, le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees) ait été le seul député conservateur qui ait eu le courage, l'intelligence de comprendre que le contrôle des salaires et des prix était essentiel au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Paproski: Dites donc ce qu'il en est vraiment.

M. Alexander: Montrez-nous donc les deux côtés de la médaille.

M. Gillespie: Les dépenses salariales ne faisaient qu'augmenter et il fallait faire quelque chose. Nous l'avons fait et le seul député qui ait eu le courage de dire que la mesure s'imposait, a été le député de Prince Edward-Hastings. Il a compris le problème mais pas les autres députés de son parti qui avaient mis leurs oeillères.

M. Alexander: Où étiez-vous donc en 1974?

M. Gillespie: Permettez que je donne quelques-uns des chiffres qu'on a mentionnés. Je comprends le problème de nos vis-à-vis.